

Pour un moratoire européen sur les gaz de schiste

En savoir plus



[Commission Européenne](#), [José Bové](#), [Environnement](#), [Exploitation Gaz De Schiste](#), [Gaz De Schiste](#), [Actualités](#)

La Commission Européenne a rendu publiques cette semaine, dans le cadre d'une communication plus large sur le climat, [des recommandations sur l'encadrement du gaz de schiste](#) dans les pays de l'Union.

La Commission a été contrainte de se saisir du dossier après le vote au Parlement Européen d'une résolution demandant le renforcement des directives concernant l'impact de ces explorations sur l'eau tout particulièrement.

Elle n'a pu ignorer bien longtemps l'opposition que rencontrent les foreurs dans chaque pays de l'Union où ils tentent de s'installer. Les mobilisations françaises ou bulgares, qui ont permis d'obtenir l'abandon total des explorations dans leurs pays, donnent des forces à celles des Polonais, des Anglais, des Roumains ou des Espagnols qui occupent le terrain malgré des répressions importantes.

Car c'est une guerre d'usure que les opposants doivent mener. Là où les gouvernements ne cèdent pas, ce sont les entreprises qui quittent le navire. ENI est déjà la seconde entreprise (après ExxonMobil en 2012) [à avoir annoncé son retrait de Pologne](#), le pays soi-disant le mieux pourvu par cette ressource sur le vieux continent.

Lire aussi:

- [Gaz de schiste : la Commission européenne donne son feu vert à l'exploitation](#)
- [Notre dossier sur le gaz de schiste](#)

Aujourd'hui, nous détenons enfin un texte européen qui aborde de façon globale la question du gaz de schiste. Certes, la Commission n'a pas assumé une position courageuse en instaurant d'ores et déjà des mesures contraignantes sur l'exploration et l'exploitation de hydrocarbures de roches-mères pour ne pas décevoir Messieurs Cameron et Tusk. Peut-être aussi pour ne pas contrarier les plus grandes entreprises pétrolières qui engagent au bas mot une centaine de lobbyistes pour tenter de l'influer, elle ou le Parlement, comme l'a dévoilé [CEO](#), [l'ONG belge](#) qui œuvre sur la transparence des institutions européennes et les conflits d'intérêt.

Et pourtant, le texte que la Commission vient de publier est une mise en garde très forte contre la fracturation hydraulique. La Commission considère le faible intérêt économique à long terme du gaz de schiste par rapport aux dangers des explorations. Liste est faite des pollutions importantes et des risques qu'induit la fracturation hydraulique sur les stocks d'eau profonde et d'eau consommable, les sols, les émissions de CO₂, ou encore la santé. Les risques de tremblement de terre sont reconnus.

La Commission restreint drastiquement les zones d'exploitation possible en excluant les territoires riches en eau notamment. Elle alerte sur la nécessité de garanties importantes à exiger des entreprises pour qu'elles soient en capacité de réparer les dommages sur l'environnement. Elle prête un fort intérêt aux inquiétudes exprimées par les populations concernées et note un manque certain de concertation et de transparence en amont des projets.

De fait aujourd'hui, aucun industriel, aucun politique sérieux n'ose plus affirmer que l'exploitation de gaz de schiste est propre et sans danger. Un moratoire doit s'imposer maintenant dans les pays de l'Union et les projets en cours doivent être suspendus tant que la Commission Européenne n'aura pas élaboré des directives contraignantes qui protègent les populations et les territoires.

Il est illusoire d'imaginer que les réserves de gaz de schiste puissent retarder l'abandon des énergies fossiles. Ne massacrons pas notre eau, nos territoires pour "au mieux 10% de la demande en gaz naturel en 2035". Ne sacrifions pas nos objectifs de réduction de gaz à effet de serre déjà bien trop faibles pour limiter le changement climatique. Et engageons la transition énergétique à l'échelle européenne, la seule voix raisonnable pour répondre au défi énergétique des prochaines années.

--

José Bové
Vice-président de la Commission Agriculture
et Développement Rural du Parlement Européen